

---

à Anne-Do

---

## Table des matières

<i>Textes légaux utilisés</i>	19
<i>Abréviations utilisées dans la citation des lois</i>	23
<i>Préface</i>	25
<i>Introduction</i>	35

### **PREMIÈRE PARTIE: CONTEXTE DE L'ÉTUDE**

#### **Chapitre I: Présentation de l'étude**

1. Quel est le champ de l'étude ?	45
2. De quoi ne traite-t-elle pas ?	46
3. Quels sont les champs proches qui peuvent s'en inspirer ?	47
4. A qui est-elle destinée ?	47
5. Comment la lire ?	48
6. Où s'applique-t-elle ?	50
7. Les différents acteurs de l'étude	51
A) L'activité de jeunesse	51
B) L'organisateur	51
C) Le responsable	51
D) Les auxiliaires	52
E) Les encadrants	52
F) Les mineurs	52
G) Le représentant légal	52
H) Les tiers	53

#### **Chapitre II: Les sources de l'étude**

1. Les bases légales	54
A) En droit civil	54
B) En droit pénal	55
C) En droit administratif	56
2. La jurisprudence	56

3. La doctrine	57
4. Les messages du Conseil fédéral	58
<b>Chapitre III: Quelques notions juridiques de base</b>	
1. Le préjudice...	59
2. ...causé par un comportement humain positif ou négatif...	60
3. ...engage la responsabilité civile...	60
4. ...ou pénale de son auteur	61
5. Responsable civil = responsable pénal?	62
6. Et les obligations contractuelles?	63
7. Le devoir de surveillance des encadrants...	64
8. ...est plus ou moins étendu selon l'âge du mineur et sa capacité de discernement	65

## DEUXIÈME PARTIE: LA RESPONSABILITÉ CIVILE

### Chapitre IV: De la responsabilité civile en général

1. Introduction	71
2. Les types de responsabilité civile	71

### Chapitre V: La responsabilité pour actes illicites (ou responsabilité aquilienne)

1. Introduction et conditions de la responsabilité	73
2. L'acte illicite	74
A) Qu'est-ce qu'un acte illicite?	74
B) Les motifs qui peuvent justifier l'atteinte et rendre l'acte licite	79
3. La faute	82
A) La capacité de discernement	82
B) La volonté	84
C) La gravité de la faute	85
D) La faute concomitante	86
4. Le lien de causalité entre l'acte illicite fautif et le dommage	87
A) La causalité naturelle et adéquate	88
B) Les faits qui peuvent rompre la causalité adéquate	89
5. L'application de la responsabilité civile aquilienne à la prise en charge des mineurs	90
A) Introduction	90

B) Les acteurs de l'étude qui peuvent être impliqués dans la responsabilité civile aquilienne	91
C) L'acte illicite: un manquement aux règles de prudence	92
D) La faute: une omission par négligence	97
E) Le lien de causalité entre la violation fautive d'une règle de prudence et le dommage causé	98

### Chapitre VI: La responsabilité du chef de famille

1. Introduction	100
A) L'autorité domestique	100
B) Responsabilité délictuelle ou causale?	101
C) Les conditions de la responsabilité du chef de famille	103
2. L'acte illicite du mineur	104
3. Le chef de famille	105
A) Qui est le chef de famille?	105
B) A quelles conditions s'opère le transfert de l'autorité domestique du chef de famille naturel au chef de famille institutionnel?	106
4. La preuve libératoire: le respect du devoir de surveillance	110
A) L'usage	111
B) Les circonstances particulières	113
C) La prévisibilité de l'acte illicite	115
D) Le lien de causalité entre le défaut de surveillance et le préjudice	117
E) Le rapport entre le défaut de surveillance de l'art.41 CO et celui de l'art.333 CC	118

### Chapitre VII: La responsabilité du propriétaire d'ouvrage

1. Introduction	121
A) En quoi la responsabilité du propriétaire d'ouvrage concerne-t-elle la surveillance des mineurs?	121
B) Les conditions de la responsabilité du propriétaire d'ouvrage	122
2. La notion d'ouvrage	123
3. Le défaut de l'ouvrage	124
A) Le devoir de diligence du propriétaire	124
B) Les mesures qui peuvent être prises par le propriétaire pour remédier au défaut	125

C) Les mesures qui peuvent être prises par les encadrants pour remédier au défaut	126
D) La notion de propriétaire	127

### Chapitre VIII: La responsabilité du détenteur de véhicule automobile

1. Introduction	128
2. Qui est le détenteur du véhicule?	129
3. Les personnes dont le détenteur du véhicule répond	130
A) Le conducteur	130
B) Les auxiliaires au service du véhicule	132
C) Le voleur	132
D) Exemple pratique	133
4. L'emploi d'un véhicule automobile	134
A) Qu'est-ce qu'un véhicule automobile à l'emploi?	134
B) Les exceptions à l'emploi du véhicule	134
5. L'exclusion de la responsabilité	135
A) Le cas de force majeure	136
B) La faute grave de la victime ou d'un tiers	136
C) L'absence de faute additionnelle du détenteur ou des personnes dont il répond	137
D) L'absence de défaut du véhicule	138

### Chapitre IX: La responsabilité de l'employeur pour le fait des auxiliaires

1. Introduction	139
2. Les conditions particulières de la responsabilité de l'employeur pour le fait de ses auxiliaires	140
A) Les notions d'auxiliaire de l'employeur	140
B) L'exception des sous-mandataires	141
C) L'exception de l'auxiliaire qui agit en tant qu'organe de la personne morale organisatrice	142
D) Les mineurs auxiliaires et les auxiliaires mineurs	142
E) L'acte de l'auxiliaire n'est pas forcément fautif	143
F) L'acte de l'auxiliaire effectué dans l'accomplissement de son travail	143
3. Comment l'employeur peut-il se libérer de sa responsabilité du fait de ses auxiliaires?	145

A) Introduction	145
B) Le choix de l'auxiliaire	146
C) Les instructions données à l'auxiliaire	148
D) La surveillance de l'auxiliaire	150

### Chapitre X: La responsabilité contractuelle

1. Introduction	153
2. Les différences entre la responsabilité contractuelle et la responsabilité civile extracontractuelle	154
A) La violation du contrat remplace l'acte illicite	154
B) Le fardeau de la preuve est renversé	155
C) Le délai de prescription de l'action est plus long	156
3. Les conditions de la responsabilité contractuelle	158
4. L'existence d'un contrat	158
A) Qui sont les parties au contrat?	158
B) Le contrat de mandat	161
C) La gestion d'affaires sans mandat	162
5. Les obligations du mandataire	163
A) Rendre le service promis	163
B) Exécuter personnellement le mandat	164
C) Respecter les instructions du mandant	166
D) Exécuter le contrat avec diligence	166
6. Les obligations du mandant	168
A) Le paiement du prix et le remboursement des frais	168
B) L'obligation de réparer le dommage du mandataire	170
C) L'obligation de renseigner	170
7. La fin du contrat	171
A) Les obligations post-contractuelles	171
B) La résiliation en temps inopportun	172
8. La violation du contrat	173
A) Par le mandataire	173
B) Par le mandant	175
9. La preuve de l'absence de faute	176
10. Les clauses d'exclusion de responsabilité	177
11. Les conditions particulières de la responsabilité du débiteur pour ses auxiliaires	179
A) Introduction	179
B) L'autorisation de faire appel à des auxiliaires	180

C) Le débiteur répond de l'exécution du contrat comme s'il l'avait exécuté lui-même	181
<b>Chapitre XI: La responsabilité civile des fonctionnaires et des employés publics</b>	
1. Introduction	183
2. Les législations de droit public qui peuvent déroger au droit de la responsabilité civile	184
3. Les conditions de la responsabilité civile des fonctionnaires et employés publics	187
A) Qui sont les fonctionnaires et les employés publics ?	187
B) L'exception de l'exercice d'une industrie	189
C) Quand les fonctionnaires et les employés publics sont-ils dans l'exercice de leur charge ?	189
D) Les actes illicites du fonctionnaire ou de l'employé public	190
E) Les actes licites du fonctionnaire ou de l'employé public	190
F) La faute du fonctionnaire ou de l'employé public	191
4. Les conséquences de la responsabilité civile des fonctionnaires et employés publics	192
A) Pas d'action directe du lésé contre le fonctionnaire ou l'employé public	192
B) L'Etat a une action récursoire contre ses fonctionnaires et employés publics	192
<b>Chapitre XII: La constatation et la réparation du préjudice</b>	
1. Introduction	194
2. Le dommage et l'action en dommages-intérêts	195
A) En général	195
B) Le dommage matériel	196
C) Le dommage consécutif aux lésions corporelles	198
D) Le dommage futur	199
E) Le dommage consécutif au décès de la victime	203
F) L'imputation des avantages	205
3. Le tort moral et l'action en réparation du tort moral	206
A) Introduction	206
B) Le tort moral consécutif à des lésions corporelles	207
C) Le tort moral consécutif au décès de la victime	208
D) Le tort moral consécutif à une atteinte à la personnalité	209

<b>Chapitre XIII: Les facteurs de réduction de la réparation</b>	
1. Introduction	212
2. La légèreté de la faute	212
3. La faute concomitante	213
A) Dans la responsabilité aquilienne	213
B) Dans la responsabilité causale	214
4. Le cas fortuit	215
A) Dans la responsabilité aquilienne	215
B) Dans la responsabilité causale	215
5. Les considérations économiques et sociales	216
6. Les autres facteurs de réduction de la réparation	216
<b>Chapitre XIV: La pluralité de responsables</b>	
1. Introduction et cas pratique	218
2. Le concours des actions et l'action récursoire	220
A) La solidarité parfaite	221
B) La solidarité imparfaite	222
C) Les possibilités de recours	222
<b>Chapitre XV: L'action des assurances</b>	
1. Introduction	223
2. Les assurances contractées par le responsable ou par un tiers en faveur du responsable	224
A) L'assurance responsabilité civile ordinaire	224
B) L'assurance responsabilité civile entreprise	225
C) L'action de la victime	225
D) L'action de l'assureur contre les autres responsables	225
E) L'action de l'assureur contre l'assuré	225
F) L'assurance responsabilité civile obligatoire du détenteur de véhicule à moteur	226
3. Les assurances contractées par la victime ou par un tiers en faveur de la victime	228
A) Introduction	228
B) Les assurances-dommages	228
C) Les assurances de sommes	229

**TROISIÈME PARTIE: LA RESPONSABILITÉ PÉNALE****Chapitre XVI: Du droit pénal en général**

1. Un droit précis	233
2. Un droit étatique	234
A) La phase législative	234
B) La phase de la poursuite	234
C) La phase du jugement	236
D) La phase de l'exécution du jugement	237

**Chapitre XVII: Les conditions de la punissabilité****d'une infraction pénale**

1. Introduction	238
2. La typicité	238
A) La relativité du résultat de l'infraction	239
B) Les formes de participation à une infraction	240
3. L'illicéité	242
A) Introduction	242
B) Les faits justificatifs de l'infraction	242
C) Les voies de fait justifiées ou le droit de correction	246
D) Les mesures disciplinaires et la contrainte justifiée	248
4. La culpabilité	249
A) Les conditions objectives de la culpabilité	249
B) Les conditions subjectives de la culpabilité	251
5. La peine	256
A) La peine privative de liberté	257
B) La peine pécuniaire	257
C) Le travail d'intérêt général	258
D) L'amende	258
E) Le sursis à l'exécution de la peine	258

**Chapitre XVIII: Les infractions dues à un comportement actif de l'auteur (infractions de commission)**

1. Introduction	260
2. Les infractions contre la vie et l'intégrité corporelle	261
A) Les infractions contre la vie	261
B) Les infractions contre l'intégrité corporelle	263

C) Les infractions de mise en danger abstraite contre la vie et l'intégrité corporelle	265
3. Les infractions contre l'intégrité sexuelle	268
A) Introduction	268
B) Les actes prohibés en raison de l'âge de la victime	268
C) Les actes prohibés en raison de la situation de la victime	271
D) Les actes prohibés en raison de leur caractère commercial	272
E) Les actes commis avec violence	273
F) La pornographie	273
4. Les infractions contre la liberté	275
5. Les infractions contre l'honneur et la sphère privée	276
A) introduction	276
B) L'injure	277
C) La diffamation et la calomnie	279
D) Les atteintes contre la sphère privée	281
6. Les infractions contre la famille	282
7. Les infractions contre le patrimoine	283
A) L'abus de confiance	284
B) Le vol	285
C) Le dommage à la propriété	285
8. Les infractions commises au moyen de médias électroniques	286

**Chapitre XIX: Les infractions de mise en danger, la position de garant et les infractions d'omission**

1. Définitions	291
A) Les infractions de mise en danger abstraite et concrète	291
B) Les actes d'omission propre et impropre	292
2. La position de garant	294
A) Introduction	294
B) L'obligation d'agir du garant...	295
C) ...porte sur des biens juridiques protégés par la loi pénale	296
D) La position de garant instituée par la loi	296
E) La position de garant instituée par un contrat	297
F) La position de garant instituée par une communauté de risques librement consentie	298
G) La position de garant instituée par la création d'un risque	299
H) Les autres sources instituant une position de garant	300
I) Le devoir d'agir du garant	300

3. Les infractions de mise en danger concrète par exposition ou par omission propre	302
A) Les infractions de mise en danger prescrivant un devoir général d'agir	302
B) Les infractions de mise en danger concrète prescrivant un devoir particulier d'agir	305
4. Les infractions d'omission impropre, ou infractions de commission par omission	310
A) Introduction	310
B) L'existence d'un état de danger pour le bien de la victime	312
C) Les mesures que l'on est en droit d'attendre de la part du garant	313
D) Le lien de causalité entre l'omission et l'atteinte	316

**Chapitre XX: Les conséquences pénales pour les encadrants  
des infractions commises par des mineurs, ou par des tiers  
contre les mineurs**

1. Introduction	320
2. L'encadrant victime de l'infraction du mineur placé sous sa protection	320
3. L'encadrant qui incite ou qui n'empêche pas le mineur de commettre une infraction pénale	322
4. Le devoir des encadrants de signaler ou de dénoncer les infractions pénales commises par ou contre les mineurs	324
A) Introduction	324
B) Le signalement des mineurs en danger prévu par le droit civil	325
C) Le signalement des mineurs victimes d'infractions pénales	329
D) La dénonciation des infractions pénales commises par ou contre les mineurs	331

**QUATRIÈME PARTIE: LES ACTIVITÉS DE JEUNESSE  
SOUMISES À AUTORISATION**

**Chapitre XXI: Les autorisations liées au type d'activité**

1. Introduction	337
2. Les activités soumises à la Loi fédérale sur les activités à risque	338

A) Introduction	338
B) Les activités soumises à la loi	339
C) Les encadrants soumis à la loi	340
D) Les conséquences de l'assujettissement à la loi	340
3. Le transport de mineurs en véhicule automobile	341
A) Introduction	341
B) Obligation d'obtenir un certificat de capacité pour la conduite de minibus de plus de huit places (catégorie D1)	342
C) Transport à des fins privées et transport professionnel	343
D) Que devient le permis D2?	344
E) Les dispositifs de sécurité pour les enfants dans les véhicules	345
4. Le placement d'enfants soumis à autorisation	347
A) Introduction	347
B) Le placement d'enfant auprès de parents nourriciers	348
C) Le placement à la journée	348
D) Le placement en institution	349
E) Les obligations liées au placement soumis à autorisation selon l'OPE	349
F) La mise en œuvre de l'OPE dans le canton de Genève	351
G) La mise en œuvre de l'OPE dans le canton de Vaud	353

**CINQUIÈME PARTIE: CONCLUSION ET AIDE  
À LA RECHERCHE D'INFORMATIONS**

Conclusion	361
Index	363
Tableau récapitulatif	368
Bibliographie	370
Comment retrouver la jurisprudence citée?	374
Notes	376
Présentation de l'auteur	381